

L'Europe doit être présente dans la campagne présidentielle.

Nous l'attendons des candidats, nous qui nous sommes mobilisés, avec la société civile, sitôt après le référendum, pour que l'ambition européenne demeure. Certains avaient avancé qu'une nouvelle dynamique naîtrait du « non », proclamé salvateur et rénovateur. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien, sinon le refuge étroitement national. Avec la Finlande tout récemment, et l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007, ce sont dix-huit pays qui auront ratifié le projet de Constitution, soit les deux tiers des Etats et 56 % de la population européenne. La France risque de voir l'Europe se poursuivre sans elle. Elle a tout à y perdre et ne peut manquer un grand rendez-vous de la réconciliation avec l'Europe. Elle doit s'y préparer dès aujourd'hui et animer le débat européen avec les présidences portugaise et slovène, qui précéderont la présidence française au second semestre 2008.

Le Président de la République, dès son élection, sera confronté à l'urgence de se prononcer sur les propositions formulées au cours de la Présidence allemande et d'engager la responsabilité de la France.

La relance doit s'organiser autour de trois pôles :

- Le premier est le caractère intangible de la Charte des droits fondamentaux, actuelle deuxième partie du traité constitutionnel qui incarne l'identité européenne fondée sur les droits de l'Homme, la protection des personnes, le progrès social et la sauvegarde des équilibres planétaires. Le scénario de sortie de crise ne peut pas faire l'impasse sur ce texte.
- Le deuxième est l'affirmation de l'indispensable cadre européen pour le développement de politiques qui améliorent la vie des citoyens, en les associant à travers les différents modes de représentation et de participation démocratiques.
- Le troisième est la nécessité d'asseoir des institutions renouvées, plus efficaces et plus lisibles, avec un Parlement européen renforcé face à des acteurs politiques plus responsables, un budget commun plus conséquent. L'ambition d'une politique étrangère commune et cohérente, d'une politique de défense unifiée doit être poursuivie.

Le courage politique sera plus que jamais d'actualité pour recréer une dynamique de construction institutionnelle et démocratique. Les candidats ont le devoir de rencontrer la société civile, d'où viendra le renouveau de la confiance dans l'Europe afin de préparer l'adhésion des Français à un nouveau texte.

Les enjeux auxquels les citoyens sont confrontés rendent l'Europe encore plus indispensable. Il est donc légitime d'attendre des candidats qu'ils s'engagent à promouvoir au niveau européen :

- l'élaboration d'une nouvelle charte sociale européenne qui définisse des principes communs de minima sociaux et de droits sociaux, en laissant à chaque Etat membre le soin de les traduire concrètement, selon les modalités en vigueur dans le cadre national ;
- des politiques européennes résolues et ambitieuses dans les domaines de l'énergie, de la recherche et de l'éducation, de la protection de l'environnement ;
- une politique agricole commune plus soutenable et compatible avec les agricultures des pays les moins avancés ;
- une redistribution des moyens de la solidarité entre les territoires et l'instauration d'un impôt européen donnant à l'Union européenne des moyens correspondant à ses ambitions ;
- une politique de l'immigration, celle-ci devenant chaque jour davantage une question européenne. Une telle politique devrait être conduite en liaison avec les pays d'origine, et viser à établir sur le long terme des relations d'échange et de confiance fondées sur la libre circulation des personnes, et contribuant au développement durable des pays ;

- la multiplication des missions d'éducation populaire aux questions européennes, partout sur le territoire ;
- un droit de proposition vis-à-vis de l'Europe par la société civile, en particulier par la mise en oeuvre du droit de pétition prévu dans le projet de Traité ;
- une expression claire des convictions en matière d'élargissement de l'Union européenne s'agissant des négociations d'adhésion avec les Etats candidats et de la définition des relations avec les pays voisins.

Tels sont les principaux points de l'interpellation que les signataires, avec tous ceux qui ne se satisfont pas de l'atonie actuelle du débat sur l'Europe entendent soumettre à nos concitoyens, aux candidats à l'élection présidentielle et aux autres Européens, afin que l'Europe redevienne synonyme d'espoir, de protection et de débats démocratiques.

Adresse aux responsables politiques signée, notamment, par :

- Joël Roman (*Sauvons l'Europe*)
- Bettina Laville ([Club Convictions](#))
- Marcel Grignard ([CFDI](#))
- Philippe Herzog ([Confrontations-Europe](#))
- Philippe Laurette ([Europe et Entreprises](#))
- Pauline Gessant ([Jeunes Européens France](#))
- Sarah Braunstein ([Confédération étudiante](#))
- Claude Bodin ([Pour une grande région européenne Grand Ouest](#))
- Jacques Ténier (Points cardinaux)
- Robert Toulemon ([ARRI](#))
- Catherine Vieilledent (Gauche européenne-MEU)
- Manfred Ertl ([Europe citoyenne](#))
- Alain Mouchoux (ancien secrétaire général du [Comité Syndical Européen de l'Education](#))
- Jean-Baptiste de Foucauld ([CAFECs](#))
- Anne David ([CAFECs](#))
- Elisabeth Guigou ([Europartenaires](#))
- Jean-Noël Jeanneney ([Europartenaires](#))
- Jean-Pierre Mignard (Clubs Témoin et Sauvons l'Europe)
- Marc D'Héré ([Initiative Européenne et Sociale](#) & [Génération Europe](#))
- Bernard Wach ([Initiatives Citoyens en Europe](#))
- Iniziativa europea
- Jean-Pierre Zolotareff (Collectif Citoyen 95)
- Edmond Maire ([France Active](#))
- Sara Stahl ([Vie nouvelle](#))
- Guillaume Klossa ([EuropaNova](#))
- Roger Briesch (ancien Président du Comité économique et social européen)
- Pierre Hassner (CERI, Fondation nationale des sciences politiques)
- Maurice Braud (Action fédéraliste Socialisme et liberté)
- Denis Clerc ([Alternatives économiques](#))
- Patrick Démerin (écrivain)
- Catherine Lalumière (Maison de l'Europe de Paris)
- Claude Alphandéry (Président d'honneur de France active)
- Frédéric Pascal (CAFECs et membre du conseil économique et social)

Rejoignez en ligne les signataires de cette adresse aux responsables politiques :

www.sauvonsleurope.org
contact@sauvonsleurope.org